

**Conseil des ministres - Mise en
place de l'agence française
anticorruption**
(Paris, 15 mars 2017)

Le ministre de l'économie et des finances et le garde des sceaux, ministre de la justice ont présenté une communication sur la mise en place de l'agence française anticorruption.

La loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (loi dite «Sapin II») a créé l'agence française anticorruption, service à compétence nationale chargé de la détection et de la prévention des atteintes à la probité, placé auprès du ministre de la justice et du ministre des finances.

Les textes fixant l'organisation de ce service sont publiés au Journal officiel de ce jour. Ils créent un conseil stratégique présidé par le directeur de l'agence et déterminent les conditions de fonctionnement de la commission des sanctions. Ils prévoient par ailleurs les conditions de recrutement des experts et des personnes ou autorités qualifiées auxquels l'agence aura recours, et définit les règles déontologiques qui leur sont applicables, que ce soit dans le cadre des missions de contrôle des opérateurs économiques et des autorités publiques ou dans le cadre de l'exécution de la peine de mise en conformité.

Cette nouvelle agence remplace le service central de prévention de la corruption (SCPC) placé auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, qui avait été créé par la loi n 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (loi dite «Sapin»).

L'agence française anticorruption est chargée d'élaborer des recommandations relatives à la prévention et à l'aide à la détection de la corruption à destination des acteurs publics et économiques, ainsi qu'un plan national de prévention de la corruption, et fournira un appui aux administrations de l'État et aux collectivités territoriales en matière de prévention et d'aide à la détection de la corruption.

Elle contrôlera le respect, par les grandes entreprises, de l'obligation de vigilance dans le domaine de la lutte contre la corruption et le trafic d'influence et pourra sanctionner ces entreprises en cas de manquement à cette obligation.

Elle exercera, par ailleurs, un contrôle de la mise en oeuvre des mesures de mise en conformité, ordonnées par la justice, dans le cadre de condamnations ou de transactions pénales, ou par des autorités étrangères aux sociétés dont le siège est situé sur le territoire français.

L'agence française anticorruption sera dirigée par un magistrat expérimenté, qui sera nommé par décret du président de la République, et qui disposera d'une indépendance fonctionnelle pour l'accomplissement des missions de contrôle de l'agence, et pourra compter sur une équipe de spécialistes de haut niveau.

La création de l'agence française anticorruption s'inscrit dans le prolongement des réformes d'ampleur menées depuis 2012 en matière de transparence et de lutte contre la délinquance économique et financière : loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, qui a créé la Haute-autorité pour la transparence de la vie publique ; lois n°2013-1115 du 6 décembre 2013 relative au procureur de la République financier et n°2013-1117 du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière, qui ont institué le parquet national financier ; loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence de la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique qui a créé un statut général des lanceurs d'alerte et un répertoire numérique et public des représentants d'intérêts.

Elle marque une étape décisive en faveur de l'éthique et de la probité dans la vie économique./.